

Non, Monsieur le Président de la République, les collectivités locales ne sont pas responsables de la dérive des finances publiques !

Dans une interview accordée à l'Express, le Président de la République a affirmé que « *hormis une dérive des dépenses initialement prévues qui est du fait des collectivités locales, il n'y a pas de dérapage de la dépense de l'État* ».

L'AMF, Départements de France et Régions de France, réunies au sein de Territoires Unis, dénoncent cette affirmation déloyale. Alors que le Président de la République évoque en détail dans cette longue interview le contexte des politiques publiques qu'il met en œuvre, il s'en tient à cette affirmation laconique sur les collectivités sans prendre le soin d'explicitier sur ce point le contexte.

L'augmentation des dépenses locales constatée cette année résulte de deux facteurs indépendants de la gestion des collectivités : le transfert de charges de l'Etat vers les collectivités et l'inflation, notamment des coûts des matières premières, de l'énergie et des taux d'intérêt, qui ont une incidence directe sur les dépenses de transport public, le fonctionnement des établissements scolaires ou encore sur les frais financiers. Le Président de la République ne peut davantage ignorer que l'Exécutif a lui-même augmenté les dépenses locales en revalorisant par exemple la rémunération des fonctionnaires territoriaux à la charge des collectivités, ou les allocations sociales versées par les départements et les CCAS.

Cette affirmation est d'autant plus infondée que les collectivités territoriales contribuent depuis des années à améliorer les comptes publics, tandis que l'Etat connaît un dérapage structurel de ses dépenses. En effet, **la dette desdites collectivités est stable et même en légère diminution depuis 30 ans, passant de 9% du PIB en 1995 à 8.9% en 2023, là où la dette de l'Etat s'est envolée, de 40.1% du PIB à 89.7% sur la même période.**

Les collectivités, tenues de respecter la règle d'or, ne peuvent d'ailleurs emprunter pour financer leurs dépenses de fonctionnement, à la différence de l'Etat.

Territoires Unis estime que cette déclaration provocatrice porte une nouvelle atteinte à la confiance pourtant nécessaire entre l'Exécutif et les élus locaux. Il s'agit manifestement d'une tentative de détournement de l'opinion publique par le président de la République, pour occulter la lourde responsabilité de l'Exécutif sur la dégradation des comptes publics du pays. Territoires Unis appelle à un débat objectif et respectueux des réalités.

Contacts presse :

Régions de France
Violaine Hacke
vhacke@regions-france.org
06.28.47.53.55

Départements de France
Sébastien Zimmermann
sebastien.zimmermann@departements.fr
06 66 23 90 81

Association des maires de France et
des présidents d'intercommunalité
Marie-Hélène Galin
Marie-helene.galin@amf.asso.fr
06 80 18 61 66